



## QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS ?

par Georges AIMÉ

**U**ne des raisons majeures de l'échec de la construction européenne et de la pétaudière dans laquelle est le Parlement européen est qu'il n'a pas été tenu compte de l'Histoire des pays prétendant la constituer.

Nous connaissons tous la façon dont chacun d'eux s'est constitué et est devenu un État. Inutile de la rappeler. La France n'est pas un État fédéral. La perception des Français d'une Union ne peut donc pas être celle des Allemands, des Italiens, des Espagnols ou des Belges. C'est un constat.

Il n'y a pas lieu de réécrire sans cesse cette Histoire, laissons cela aux historiens. Il ne faut rien connaître de celle-ci ou être un illuminé pour prétendre le contraire... n'en déplaise à certains de nos dirigeants

Pour tenter de rapprocher des peuples à l'Histoire à la fois si proche et si différente, il convient, avant de leur imposer des règles drastiques qu'ils ressentent comme autant d'ingérences, d'interdictions, d'obligations, de frustrations aggravées par le fait qu'elles sont loin d'être partagées par tous, de leur donner envie de partager ensemble un avenir.

Cela commence par l'harmonisation des diverses législations et des règles qui régissent leur vie. Il est plus important d'avoir un droit du

travail et une fiscalité communs que des cages pour poules pondeuses ou des plaques d'immatriculation identiques ! Il est impératif que les produits interdits et les règles de sécurité alimentaire, environnementale, sanitaire soient les mêmes pour tous. Pour ne citer que ces quelques exemples.

Il est également important de parler de la culture et des modes de vie de chacun. Pour comprendre l'Autre il faut le connaître. Bien peu d'entre nous connaissent la façon de vivre des Espagnols, le système politique belge, les préoccupations des Italiens ou le fonctionnement de l'État fédéral d'Allemagne pour ne prendre que ces quatre pays frontaliers. Quant aux arts de ces différents pays... c'est l'ignorance totale ! Heureusement qu'il y a le foot, ce jeu de mercenaires apatrides, pour faire illusion !

L'Europe technocratique que l'on veut nous vendre depuis des décennies est une Europe de l'argent-roi, celle qui permet la libre circulation des capitaux, des hommes, des marchandises et de la financiarisation de l'économie.

Une Europe au service de spéculateurs et de sociétés apatrides qui n'ont qu'une crainte : qu'un État fort se dresse devant eux et les empêche de spéculer ou de commerçer comme bon leur semble. Cette Europe technocratique pousse à la communautarisation. « Diviser pour mieux régner », fléau dont on n'a pas fini de mesurer les ravages.



Avoir envie de constituer un État fort, indépendant et libre de ses choix ne peut se faire à 28 ! Chaque jour nous en apporte la preuve.

Harmoniser des législations ne peut se faire à 28 ! Ce qui ne s'est pas fait en cinquante ans ne se fera pas demain.

Deux solutions s'offrent donc à nous :

1° Soit nous sortons purement et simplement de l'Union européenne et travaillons, avec les six pays fondateurs auxquels on ajoute, s'ils le désirent, l'Espagne et le Portugal, à une reconstruction avec la ferme volonté d'aboutir au bout de dix ou quinze ans à une totale fusion. En attendant cette reconstruction les pays redevenus totalement indépendants s'engageront à établir entre eux des échanges commerciaux équilibrés (ce qui interdira les tentations asiatiques) et à assurer conjointement leur défense militaire sans faire appel à d'autres puissances extérieures. En ce qui concerne la monnaie, il y aura lieu de décider, en attendant le terme, soit de revenir aux monnaies nationales, soit de lier la monnaie nationale à l'euro (euro-franc, euro-lire, etc.) avec une monnaie d'échange proche de ce qu'était l'écu dans un serpent monétaire adapté aux différentes économies. Une banque centrale sera créée et c'est elle qui prétera directement aux États. La spéculation à court terme sera interdite.

2° Soit les pays du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal) décident conjointement de sortir de l'Union européenne et de constituer une Union des Peuples du sud avec pour objectif d'harmoniser leurs différentes législations et autres codes pour aboutir en dix ans à un référendum sur la fusion des quatre pays en un seul. En ce qui concerne la monnaie même fonctionnement qu'évoqué au point 1°.

Je n'ai pas évoqué ici la solution d'un repli total. Ce serait à mon sens une erreur fatale. L'histoire s'est écrite en avançant, jamais en reculant. Si la tentation est grande pour certains dirigeants politiques ce n'est pas la réelle volonté des peuples, en particulier des jeunes, qui restent très attachés à l'idée européenne. Les replis constatés sont dus aux brutaux changements culturel et cultuel révélés par une immigration bien souvent manipulée par les tenants d'une idéologie obscurantiste et

ne correspondant en rien aux valeurs propres à presque tous les pays européens.

Certes, dans un passé proche, Italiens et Polonais (nombreux, fuyant la misère chez eux), Arméniens (fuyant le génocide perpétré par les Turcs), Russes (fuyant les Bolcheviks), Espagnols (Républicains fuyant le franquisme), Maghrébins (ayant choisi de suivre la France), plus près de nous Portugais (fuyant la crise économique sévissant dans leur pays), ont eu, eux aussi, à faire face à une hostilité ayant amené des exactions condamnables et des décisions gouvernementales (expulsions d'après-guerre) inacceptables. Il est à noter qu'à chaque fois cette hostilité avait pour cause des difficultés économiques rencontrées par notre Pays. Cela n'excuse certainement pas ce qui a été fait à l'époque mais cela l'explique ; le reniement et la lâcheté sont consubstantiels à l'exercice du pouvoir ; aujourd'hui l'attitude de beaucoup de nos « élites » n'est guère différente : elles sont prêtes à tout oublier pour tenter d'être.

Toutes ces populations venues d'ailleurs, sans renier leur origine, ont eu à cœur de s'intégrer dans leur pays d'accueil sans vouloir imposer quelque mode de vie que ce soit. Ils ont appris le français, accepter notre « vivre ensemble » républicain et notre société laïque. Ils l'ont enrichie par leurs différences sans imposer celles-ci. Notre langue (apport de mots nouveaux), notre culture (peinture, musique, etc.), notre vie quotidienne (chansons, sports, etc.), notre gastronomie (pizza, couscous, paëlla, etc.) témoignent de leurs apports.

Notre système républicain, en ne faisant pas de différence, nous a donné et leur a donné la chance de devenir « nos » prix Nobel, « nos » scientifiques, « nos » philosophes, « nos » artistes, « nos » ingénieurs de renommée mondiale, « nos » sportifs champions du monde et « nos » ouvriers hautement qualifiés. Pour la plus grande fierté et le plus grand bonheur de tous.

Nous devons tirer les enseignements de notre propre construction nationale pour tenter de construire une Europe qui ne rejette ni les uns ni les autres tout en gardant nos idéaux de liberté (dans la stricte observance de l'égalité de la femme et de l'homme), de tolérance (non de permissivité) et de laïcité (dans l'esprit de la loi de 1905). ■



## LE RENOUVEAU GAULLISTE, *troisième partie* par Pierre CHASTANIER

*Les propositions que nous propose Pierre Chastanier dans son dernier ouvrage, Le Renouveau gaulliste, méritent d'être soumises à la réflexion et à l'analyse de tous les lecteurs de La lettre du 18 Juin. Nombreux sont ceux qui se retrouveront dans ces écrits et partageront le même souhait de voir renaître une « certaine idée de la France ». N'hésitez pas à faire part de vos remarques à l'auteur. (La publication s'étendra sur plusieurs numéros.)*

### 8. - La Participation dans l'entreprise

Lorsque le Gouvernement, habilité par le nouveau Parlement à légiférer par ordonnances sur la révision du code du Travail, a débattu superficiellement avec les syndicats en espérant que les « colères » ne se manifesteraient pas trop dans la rue, cette vieille question de la Participation dans l'entreprise a-t-elle refait surface ?

Evidemment non !

L'évolution actuelle de la société vers un ultra capitalisme mondialisé fait apparaître la vieille idée du Général comme une « *généreuse utopie* » et malgré la faillite du communisme et son seul maintien là où il s'est transformé en dictature coercitive, elle ne représentera sans doute plus demain un modèle enviable propre à maintenir la cohésion sociale.

Relevons pourtant que la participation, idée que sous le nom d'Association il cherchait depuis trente ans, a tenu une grande place dans ses projets.

« *Car c'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé à accomplir* » (discours prononcé le 1<sup>er</sup> avril 1942).

Le préambule de l'ordonnance de 1945 créant les comités d'entreprises confirmait « *la nécessité d'associer les travailleurs à la gestion des entreprises ... pour que le travail y ait les mêmes droits que le capital* ».

Et, dans l'esprit du Général qui fit pression sur le Gouvernement pour que soit promulguée l'ordonnance du 17 août 1967, la participation était loin de n'être qu'un simple partage du profit entre patrons et salariés. C'était aussi une gestion participative de l'entreprise, une association aux responsabilités et au management.

Pour de Gaulle, le système social « qui relègue le travailleur - fût-il convenablement rémunéré - au rang d'instrument et d'engrenage est en contradiction avec la nature de notre espèce voire avec l'esprit d'une saine productivité ».

Il est convaincu qu'entre le régime communiste et le capitalisme libéral « *tout commande à notre civilisation de construire un nouveau modèle qui règle les rapports humains de telle sorte que chacun, pour sa part, soit responsable de l'œuvre collective dont dépend son propre destin* ».

Mais, ni le projet de « nouvelle société » qui écarta pourtant Chaban-Delmas en 1974, ni le libéralisme avancé prôné en 1984 par l'ex-président Giscard d'Estaing, n'eurent, par la suite, l'ampleur du vaste dessein de la participation gaulliste et les arguments « contre » étaient clairement affichés :

« *Il ne faut pas politiser les ateliers !* »  
« *On introduirait inévitablement les Syndicats dans le débat !* »  
« *L'autorité de la hiérarchie sera sapée !* »



On mesure l'ampleur du renoncement qui aujourd'hui encore, selon les nouvelles Ordonnances, présume mal des débats à venir tous tournés vers la flexisécurité :

- ne remettant pas en cause l'inévitable mondialisation qui désindustrialise la France ;
- constatant qu'une plus grande faculté de licenciement reste le moyen le plus aisément sinon le plus juste de s'adapter aux variations des carnets de commande ;
- ne protégeant pas les salariés français d'une concurrence faussée socialement, fiscalement, réglementairement, environnementalement aussi bien à l'intérieur de

l'Union (travailleurs détachés) qu'avec les pays émergents.

Et aussi invraisemblable que cela puisse paraître c'est plutôt du côté de la « France insoumise » de Jean-Luc Mélenchon malgré ses ineffables débordements qu'on pourrait trouver des prises de position apparemment plus proches de celle de la doctrine sociale de l'Église ou de la pensée Gaulliste ! Un comble !

Il faut donc que nous autres, Gaullistes, nous nous remettions à notre tour « En Route » !

## 9. - de Gaulle cryptocommuniste ou visionnaire ?

Nous venons de rappeler qu'après sa démission le 20 janvier 1946 du Gouvernement provisoire de la République Française, de Gaulle, dans d'innombrables discours, s'était fait le « *champion de l'association* » donnant à l'Action ouvrière une place significative au sein du RPF.

« *La solution humaine, française, ... (c'est celle) de ceux qui mettraien commun, à l'intérieur d'une même entreprise, soit leur travail, soit leur technique, soit leurs biens et qui en partageraient, en honnêtes actionnaires, les bénéfices et les risques* » disait-il en 1947 à Strasbourg.

En 1949 il condamne « *l'humiliante condition dans laquelle une organisation économique périmée tient la plupart des travailleurs* ».

Il résume ainsi l'avènement de l'ultra capitalisme : « *Un jour la machine a paru, le capital l'a épousée, le couple a pris possession du monde... dès lors beaucoup d'hommes et de femmes, surtout les ouvriers, sont tombés sous sa dépendance* ».

Certes, à l'influence du catholicisme social de sa jeunesse, à la fréquentation des résistants de gauche qui l'avaient rejoint à Londres, au profond sentiment de justice qui l'habitait, s'ajoutaient sans doute quelques considérations plus politiciennes telles que battre le PC, si influent à l'époque, sur son propre terrain et se distinguer de la droite conservatrice.

Mais, « *et tout est là* », c'est surtout la nécessité de rassembler durablement les Français pour donner au Pays la cohésion qui lui manquait pour tenir son rang dans le monde qui inspira si profondément le Général.

Jusqu'en 1953, au sein du RPF, l'Action ouvrière sous l'autorité de Louis Vallon allait fédérer un effectif de plus de 140.000 adhérents, venus du syndicalisme chrétien, de la SFIO, des gaullistes de Gauche et même du PC. Mais les oppositions ne manquèrent pas dès que le projet prit quelque consistance.

Celle de Raymond Aron affirmant, préemptoire, que « *la participation aux profits risquait tout à la fois de réduire les investissements et de décevoir les bénéficiaires* ».

Celle plus sournoise d'une large majorité de parlementaires gaullistes, l'ironie des socialistes et des communistes, l'incompréhension des syndicats, et bien sûr l'influence déterminante d'un patronat frileux qui voulait surtout que rien ne change.

Mais dès son retour au pouvoir en 1958, le Général relança l'idée d'une réforme du statut des salariés et Louis Vallon et René Capitant, à la tête des « *Gaullistes de gauche* » reprirent le thème de la libération de la classe ouvrière, dénonçant les ultras du conservatisme social et du conservatisme colonial. Dès lors, l'affrontement allait être inévitable !

En 1965, le patronat, dans une « *Déclaration en 14 points* » rappela que le progrès économique et social ne pouvait reposer que sur une doctrine libérale intransigeante, liberté des prix, libre concurrence, non intervention de l'État. Les actionnaires en particulier, comprirent vite que tout partage de l'autofinancement qui avait été particulièrement important dans les années d'après-guerre, allait les priver d'une bonne partie de la valeur acquise spontanément par leur capital en raison de l'effervescence économique due à la reconstruction de la France.

Après les élections législatives, le nouveau gouvernement dirigé par Georges Pompidou et son prédécesseur, Michel Debré, devenu Ministre des finances, se proposa de « *dissuader le Général de cette mascarade... (Afin de) ... le protéger contre certaines de ses propres idées particulièrement hasardeuses* » !

Faut-il rappeler, en raison de l'actualité, que Georges Pompidou, fortement imprégné par ses années passées à la Banque Rothschild et puissamment « *parrainé* » par Ambroise Roux, le patron des patrons de l'époque, était



farouchement opposé à toute modification de la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise ce qui fit dire à certains « *C'est une manœuvre concertée conduite intelligemment mais sans scrupule moral qui a fait partir De Gaulle de l'Élysée* ».

Chaban, quelques années plus tard, avec un projet

pourtant bien plus modeste fut combattu avec autant de détermination par les mêmes « *modérés* ». Il allait découvrir à son tour que « *faire une politique de gauche avec des méthodes de droite* » ne pouvait convenir à un électoral conservateur incapable de voir autrement qu'à court terme !

## 10. - La Trahison des clercs

De 69 à 81, les oppositions parfois frontales, parfois à fleurets mouchetés entre la formation dite gaulliste (UDR, puis RPR) et l'UDF (RI, CDS, DD) aboutirent en 1974, à la mort du président Pompidou à l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing flanqué de Jacques Chirac comme Premier ministre, lui-même « *cornaqué* » par les inévitables Alain Juillet et Marie-France Garaud.

La discorde à droite, alors que le Premier ministre qui lui succéda, Raymond Barre, s'estimait « suffisant » pour ne pas avoir besoin d'un parti, allait favoriser l'Union de la Gauche (PS MRG, PC) permettant enfin à François Mitterrand après des années de lutte contre ce qu'il qualifiait de « *coup d'État permanent* » d'accéder au pouvoir.

Les années Mitterrand, malgré les cohabitations de 86 et de 93 entamèrent une dérive de l'économie française qui ne fera que s'accroître au fil du temps (la dette de la France qui dépasse aujourd'hui les 2.200 Milliards d'euros n'était alors que de 81 milliards) !

L'unité nationale à part quelques moments de fortes revendications, en 1984 (lutte contre la loi Savary), en 1986 (contre la loi Devaquet), en 95 (grèves générales contre les lois Juppé) ou en 2016 (la *Manif pour tous*) n'aurait plus guère l'occasion de se manifester et l'apogée de cette division des Français malgré la brillante élection au second tour d'Emmanuel Macron contre Marine Le Pen se retrouvera dans l'abstention record aux législatives séparant pour la première fois la France en blocs irréconciliables (FN, LR d'opposition, LR constructifs, LREM, PS Constructifs, PS d'opposition, FI, PC, divers).

Le vote massif en faveur de la majorité présidentielle ne fut donc pas un véritable vote d'adhésion, une faible fraction du peuple français ayant finalement choisi de donner une majorité de gouvernement au nouveau président, jusqu'à ce que le débat ne réapparaisse dans la rue, à la première occasion (zadistes, cheminots, personnels hospitaliers, étudiants...).

Une politique de la main tendue et non une politique de débauchage aurait sans doute permis qu'il en soit autrement. Mais la majorité présidentielle sûre d'elle-même préfèrera s'imposer plus que rassembler, imitant en cela son chef jupitérien.

Certes le renouvellement auquel nous avons assisté était plus que nécessaire et la sociologie de l'Assemblée Nationale (plus de femmes, moins de fonctionnaires) est davantage à l'image du pays que celle qui s'autoreproduisait depuis quarante ans mais les forces populaires menacées par le chômage, menacées par l'Europe, menacées par la mondialisation n'y trouvent plus leur compte et délaissées, elles réagiront tôt ou tard même si dans leurs rangs de vives dissensions apparaissent (FI, PS, PC et même FN).

Rassembler le peuple français ! L'espérance du Général sera sans doute encore déçue car le peuple ne peut pas se résumer aux classes privilégiées même flanquées de représentants des classes moyennes.

Soit le Président Macron le comprendra et répondra aux attentes des plus défavorisés. Soit, en digne banquier, il restera persuadé que son choix européen, mondialisé et libéral est le meilleur pour la France et le réveil risquera d'être brutal.

Un exemple : Si les promesses de campagne faites aux Whirpool ou aux GM&S se transforment après coup en « *Je ne suis pas le Père Noël* » la déception sera d'autant plus grande dans les chaumières qu'on aura un instant rallumé l'espérance !

Est-ce à dire qu'une solution populiste aurait fait mieux ?

Certainement pas ! Et c'est bien là le drame ! Rassembler le peuple exige de réunir des fractions naturellement inconciliables : des riches qui abandonnent une partie de leur bousculade ploutocratique, des pauvres qui comprennent que l'entreprise a ses lois et que l'apport seul du travail, même s'il est incontournable, est insuffisant sans les capitaux des actionnaires et les talents des managers.



## 11. - Un nouvel Appel ?

Souhaitons comme nous venons de le dire que le nouveau président, appuyé par une forte majorité entende le désarroi des sans-voix, ceux qui ont choisi l'abstention.

Qu'il puise dans la pensée gaulliste une inspiration nouvelle.

- L'Europe oui, mais qui protège la Nation.
- Le libéralisme, oui mais limitant l'appétit insatiable des puissants,
- La mondialisation, oui mais compensée par un équilibre des échanges,
- La fiscalité, garante de la solidarité, oui mais n'oubliant jamais le principe de progressivité,
- L'ordre oui, mais n'ignorant pas les causes qui doivent être combattues pour que force reste à la Loi.

Soit la société française, conduite par un homme d'État pour qui l'œuvre seule comptera et non de méprisables avantages personnels, reprendra confiance persuadée que tout sera fait au sein de la Nation, au sein de l'Europe, pour trouver un nouvel équilibre de liberté, de solidarité mais aussi de responsabilité, ne laissant personne au bord du chemin, soit la tentative de régénération de la vie politique par le mouvement « *En Marche* » sera un échec de plus sur le chemin de l'espoir.

Au moment les plus sombres de son histoire, la France a toujours su trouver en elle-même les forces nécessaires au sursaut salvateur. Et toujours, un homme ou une femme se sont levés parmi les siens pour porter cette espérance.

Sera-ce Emmanuel Macron ? Pourquoi pas ? À lui de montrer s'il est un homme politique au service de sa propre carrière ou un homme d'État au service de son peuple.

Mais le chemin risque d'être encore long car l'oligarchie, quelle qu'elle soit, accepte mal de se dessaisir de ses priviléges. Rappelons-nous la nuit du 4 août ! C'est la noblesse elle-même et non le peuple qui réclame l'abolition des droits seigneuriaux... il est malheureusement trop tard !

Avec six millions de chômeurs dont plus de trois en catégorie A, la France s'est progressivement adaptée à un système d'assistanat social, d'ailleurs très efficace, il faut bien le dire, si on le compare aux petits boulots mal rémunérés de nos voisins anglais ou allemands mais l'addition est trop lourde et nous la finançons exclusivement par l'emprunt !

J'ai démontré que depuis trente-cinq ans la croissance de la dette française (environ 2.200 milliards d'euros) correspondait très exactement au coût cumulé de l'aide sociale. Autrement dit, depuis trente-cinq ans nous finançons la paix sociale à crédit ! On a vu chez les Grecs ce que cela pouvait entraîner comme conséquence.

C'est pourquoi j'aurais aimé entendre de la bouche du nouveau président, lors de la convocation du Parlement en Congrès à Versailles un discours tel que celui qui va suivre :

*NDLA : Au discours imaginaire qui va suivre j'ai ajouté quelques commentaires :*

*Monsieur le Président du Congrès,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Premier Ministre,  
Mmes et MM. les Membres du Gouvernement,  
Mmes et MM. les Députés,  
Mmes et MM. les Sénateurs,*

*Conformément à l'article 18 de la Constitution, j'ai l'honneur et la joie de me présenter devant vous après une campagne présidentielle et législative particulièrement longue et mouvementée.*

*Notre pays en cette occasion s'est profondément divisé en quatre grands blocs et si, selon les dispositions électorales qui ont consolidé notre Vème République depuis sa création, un large consensus national est apparu au second tour de mon élection, si une majorité présidentielle décisive a pu être constituée aux législatives qui suivirent malgré une trop forte abstention, nous sommes désormais en marche, tous ou presque réunis par ce qui nous est le plus cher, l'amour et le service de la Patrie.*

*Je m'adresse tout d'abord à vous, Chers Amis de « la République en Marche » ainsi qu'à vous tous venant de droite, du centre et de gauche qui avez bien voulu vous engager auprès de moi, au-delà de vos appartenances partisanes antérieures, afin de m'apporter votre soutien.*

*Notre Assemblée est profondément renouvelée, plus de femmes, moins de fonctionnaires, plus de représentants de la société civile. Le Sénat suivra demain.*

*Vous voulez vous engager, vous voulez que notre Pays connaisse enfin le sursaut salvateur qui le sortira de la crise, vous voulez qu'au sein d'une Europe protectrice nous luttons ensemble contre le chômage, contre le terrorisme, et tous ces maux du monde moderne.*

*Alors, ensemble, nous réformerons notre Education pour ne laisser aucun jeune au bord du chemin.*



*Nous modifions les règles de fonctionnement de nos entreprises pour leur donner les marges de manœuvre dont elles ont besoin dans un monde concurrentiel sans sacrifier pour autant la nécessaire sécurité à laquelle ont droit tous les salariés.*

*Nous mettrons en place la vieille idée gaullienne, plus que jamais d'actualité, de la Participation. Celle-ci concernera toutes les entreprises de plus de vingt salariés.*

*Nous accentuerons une politique active de solidarité concernant notamment la santé, les retraites, la politique familiale, les handicapés et les personnes dépendantes en faisant appel à la règle sacrosainte de la progressivité de l'impôt (art. 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) qui cessera de prendre pour seule et unique cible l'indispensable classe moyenne (1).*

*Nous protégerons le Pays, sans sombrer dans l'amalgame ou le délit de faciès, des menaces multiples d'où qu'elles viennent et notamment du radicalisme islamique dont les musulmans sont partout dans le monde les premières victimes.*

*Nous participerons à une politique de développement dans les pays émergents persuadés que seul un investissement économique massif et une politique coordonnée par l'ONU en faveur de la paix permettront de lutter efficacement contre des vagues migratoires indomptables chassées par la misère et par la guerre et, ne pouvant accueillir toute la misère du monde, nous demanderons au Parlement de déterminer chaque année le nombre d'étrangers que notre pays peut convenablement assimiler (2).*

*Nous restaurerons l'Europe qui s'est empâtée dans des règles obsolètes, avec le secours des pays fondateurs, quitte à restreindre momentanément l'accès à la zone euro et à l'espace de Schengen aux pays qui le peuvent, tout en aidant les autres à nous rejoindre progressivement au fur et à mesure de l'avancée des politiques de convergence sociales et fiscales qu'ils mèneront.*

*Nous exigerons pour nos politiques nationales le strict respect du principe de la subsidiarité gravé dans les traités mais constamment violé par Bruxelles et si nous devons ne pas être écoutés nous poursuivrons avec les seuls pays qui le veulent l'indispensable dialogue.*

*Sans votre aide notre mouvement aurait été voué à l'échec et cette refondation si nécessaire doit s'inscrire dans la durée pour que demain l'Union Nationale que vous représentez s'amplifie encore largement si nous savons être accueillants et modestes envers tous ceux qui voudront nous rejoindre.*

*Mais je m'adresse également à vous, Mmes et MM. les Députés qui estimez être sous-représentés au sein de cette*

*Assemblée et qui, pourtant, m'avez fait l'honneur de vous déplacer : une réforme des Institutions sera immédiatement mise en chantier qui arbitrera entre la nécessité de donner au pays une majorité de gouvernement et celle de représenter plus équitablement les différents partis par une dose de proportionnelle significative, analogue par exemple à celle qui régit nos scrutins municipaux ou régionaux.*

*En attendant puisque vous avez été élus pour cinq ans je proposerai au Gouvernement de faire voter une modification de l'article 19 du Règlement de l'Assemblée Nationale pour réduire à dix le nombre de députés nécessaires pour constituer un groupe parlementaire.*

*Mmes et MM. les Députés, Mmes et MM. les Sénateurs, le temps nous est compté. Les finances de la Nation sont dans le rouge. Notre croissance est insuffisante. Le chômage nous ronge. Nous sommes cependant la cinquième puissance mondiale, forte d'un peuple inventif, productif, intelligent et frondeur.*

*Notre dette publique est trop forte. Les dérapages budgétaires de l'État et de la Sécurité Sociale doivent être définitivement maîtrisés, la retraite des fonctionnaires progressivement abondée, les régimes spéciaux supprimés tout en prenant en compte pour l'âge du départ à la retraite, l'espérance de vie restante, si variable du mineur au banquier, de l'égoutier au cadre supérieur !*

*Nous devons faire face, ensemble, à de nombreux défis :*

*Raviver la flamme d'un enseignement de qualité, dès l'école maternelle, pour que faute de dominer les savoirs fondamentaux personne ne sorte sans diplôme de la scolarité obligatoire.*

*Redonner à l'apprentissage ses lettres de noblesse pour qu'aucun des emplois non délocalisables ne reste vacant faute de candidats et serve d'appel d'air aux travailleurs détachés.*

*Réformer l'entrée dans les universités et les grandes écoles par une sélection au mérite jumelée pour les plus modestes avec un salaire étudiant fiscalisé comme le seront dorénavant les Allocations nationales à nouveau universalisées et permettre à ceux qui n'ont pas les capacités requises pour intégrer d'emblée l'enseignement supérieur de suivre pendant une année de grâce un enseignement complémentaire de deuxième chance.*

(1) La fiscalité touche excessivement la classe moyenne, trop riche pour être exonérée de nombreux impôts et taxes, trop pauvre pour bénéficier d'optimisations fiscales inouïes que nos lois successives, au gré des lobbies, ont accumulées. Vouloir réserver l'ISF, par exemple, sur le seul patrimoine immobilier c'est taxer d'abord et avant tout le petit cadre qui à force d'économies a fini par acheter son logement alors que les riches ont eu tous les moyens de placer hors ISF leurs biens immobiliers dans les actifs des sociétés qu'ils contrôlent.

(2) Vouloir lutter contre les vagues migratoires sans agir sur le développement économique des pays pauvres et l'arrêt des conflits, c'est faire preuve d'une grande naïveté.



*Favoriser l'embauche des jeunes en rapprochant l'école des entreprises par des stages généralisés et une meilleure connaissance réciproque. Développer la recherche et l'innovation par des dispositifs intelligents contrôlant a posteriori les résultats obtenus et favorisant par une politique de crédit envers les start-up un déploiement industriel nouveau du type de la Silicon Valley californienne.*

*Réformer le code du Travail, comme je l'ai proposé au cours de la campagne car nos entreprises ont besoin de flexibilité mais dans le même temps favoriser aussi leur compétitivité, source de commandes donc d'emplois, en réduisant les prélèvements obligatoires qui pèsent sur elles et dont nous sommes les champions du monde.*

*Mais dans le même temps rénover l'assurance chômage et la formation professionnelle pour que tout salarié soit assuré d'une indispensable sécurité, seule façon de faire accepter les mutations industrielles et l'inévitable mobilité qu'impose le monde moderne, lui permettant dès son licenciement de percevoir automatiquement une indemnité compensatoire décente même si elle doit être plafonnée pour les hauts revenus, et de bénéficier d'une véritable formation réservée aux chômeurs qui le remettra en selle le plus rapidement possible.*

*Revoir notre politique de santé pour que chacun puisse recevoir au meilleur coût, des soins appropriés tout en nous débarrassant du stupide numerus clausus qui fait que 25 % des nouveaux médecins installés en France sont diplômés d'une université étrangère pas toujours fiable (ce qui permettra par exemple d'ouvrir aux généralistes, surtout dans les petits hôpitaux, nos services d'urgences où la grande majorité des entrants ont en réalité besoin de consultations sans gravité).*

*La France enfin doit être présente au monde. D'abord dans son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité et dans sa tradition universaliste. Elle doit participer au niveau de l'Union Européenne à la mise en place, enfin, d'une politique étrangère concertée sinon commune et d'une contribution des autres nations à sa politique de défense (dissuasion nucléaire, interventions en Afrique ou au Moyen-Orient) en attendant que le rapprochement des peuples permette l'avènement d'une véritable Europe confédérale à l'instar de nos voisins Suisses (3).*

*Voilà, Mmes et MM. les Parlementaires, le cap que je souhaite fixer à notre pays. Je ne cherche à rallier personne de force mais soyez assuré que ma seule et unique préoccupation pendant les cinq années de mandat que le peuple m'a confié sera de me dévouer totalement au service de l'État et de nos concitoyens avec votre aide et vos conseils.*

*Le Gouvernement, Premier ministre en tête, dans la plénitude de ses fonctions et le Parlement restitué dans l'intégralité de ses pouvoirs par une profonde modification des modalités d'application du projet de gouvernement par ordonnances. Sans sous-estimer l'indispensable débat démocratique, il nous faudra regrouper les amendements par thèmes significatifs afin de travailler vite pour qu'ensemble, car nous en avons la force, nous puissions tirer la France de l'ornière où nous l'avons laissée s'enfoncer (4).*

*Vive la République, Vive la France. ■*

---

(3) Chacun comprend bien qu'il est grand temps de renégocier les Traité Européens en essayant de préserver tout ce qui sert la Paix, l'Union, la Coopération entre les Peuples, l'Organisation intelligente du Continent, la défense de nos frontières tout en ne bâissant pas une usine à gaz budgétivore qui oublie vite les Peuples qu'elle doit servir. La France aux côtés de ses partenaires de 1957 peut jouer un rôle majeur dans cette remise à plat de la Communauté Européenne car sans la France et sans l'Allemagne il n'y aura plus d'Europe, tout juste un espace économique vite submergé par la concurrence faussée de l'Asie du Sud-Est. L'Allemagne qui profite le plus de cette dérégulation (passoires douanières, travailleurs détachés, concurrence intra-communautaire et extra-communautaire, absence de convergence économique sociale, fiscale et environnementale, normes appliquées en dépit du principe de subsidiarité, serait la première à souffrir d'un départ de son premier client La France.

(4) Les Institutions doivent être modifiées lorsque cela est nécessaire mais avec prudence. Certes la situation qui fait qu'aujourd'hui le Front National n'a pas de groupe parlementaire, alors que la France Insoumise qui a fait beaucoup moins de voix que lui aux Présidentielles en a un, a quelque chose d'incongru ! La représentativité des Députés varie de 1 à 7. Ce n'est pas bon pour la démocratie et il convient donc de faire en sorte par une dose significative de proportionnelle de rapprocher la représentation nationale de la représentativité de chaque courant politique sans faire perdre à la majorité une avance suffisante pour qu'on ne revienne pas au régime insensé de la IVème où les Gouvernements successifs ne passaient parfois pas la semaine ! L'exemple des Municipales et des Régionales pourrait être repris. Il permet d'assurer une large majorité à la liste arrivée en tête en lui attribuant d'abord 50 % des sièges puis en répartissant entre tous l'autre moitié des sièges à la proportionnelle intégrale. En attendant, abaisser à 10 par exemple le nombre de Députés requis pour constituer un groupe parlementaire serait un geste apaisant pour le FN qui rétablirait une certaine justice.

À suivre.



## LA FAUSSE MONNAIE A REMPLACÉ L'HOMME COMME PIVOT DE L'ÉCONOMIE

par Marc DUGOIS

**D**u silex taillé à l'intelligence artificielle, l'homme a toujours tenté d'accroître l'efficacité de son énergie. Il l'a d'abord fait par l'outil qui affine son énergie en la rendant plus précise, puis par la machine qui utilise une énergie externe pour remplacer l'énergie humaine.

**La première machine a été la roue qui, encore outil** dans la brouette ou la charrette à bras, était déjà machine dans le chariot à traction animale. L'intérêt indiscutable de la machine est de libérer l'homme pour qu'il puisse utiliser autrement et mieux sa propre énergie, ce qui fut fait partout dans le monde pendant des siècles, voire des millénaires.

Les premières machines utilisant une énergie ne nécessitant pas de repos furent le voilier sur mer et le moulin sur terre, qu'il soit à eau ou à vent. Ces machines étaient toutes construites par l'homme avec ses outils, et un équilibre s'est naturellement installé entre le travail nécessaire et les besoins existants, le travail freinant les besoins, les besoins stimulant le travail.

Depuis que la monnaie a remplacé le donner-recevoir-rendre que l'on connaît encore dans la famille et qui n'a rien à voir avec le troc, la chaîne travail-production-vente a toujours été harmonisée par la chaîne travail-monnaie-achat, toutes deux plaçant l'homme, son travail et ses désirs au centre du dispositif économique.

Les arrivées successives de la machine à vapeur, du moteur à explosion et du moteur électrique voire électronique, ont augmenté l'efficacité des machines mais le malheur a voulu que dans le même temps, on nous fasse oublier [l'origine humaine de l'énergie monétaire](#). La société a très curieusement confié aux entreprises la gestion des deux engrenages tournant pourtant en sens inverses, que sont les chaînes complémentaires travail-production-vente et travail-monnaie-achat. Les entreprises ont cédé petit à petit à la facilité de remplacer l'énergie humaine par l'énergie monétaire qui n'en est que le substitut. Elles ont fait évoluer la chaîne travail-production-vente qui démarre par l'homme, vers la chaîne machine-production-vente qui part d'une machine achetée. Cela n'a pas posé de problème au début, tant que l'argent n'était pas déconnecté de l'homme. Malheureusement cette déconnexion s'est faite par à-coups au XX<sup>e</sup> siècle. Les entreprises ont aussi affaibli la chaîne travail-monnaie-achat en conflit d'intérêt avec leurs actionnaires qui tenaient à vendre le produit des machines dans un monde devenu compétitif car chacun se voulait

riche en produisant beaucoup. Pour survivre les entreprises ont initié une immigration peu coûteuse et laissé à la collectivité le soin qui leur avait pourtant été aussi confié, de gérer la chaîne travail-monnaie-achat, de fournir la monnaie nécessaire aux achats sans lesquels il n'y a pas de ventes et donc pas de PIB.

Le XX<sup>e</sup> siècle a été, par le biais du capitalisme, le siècle du triomphe de l'apparence et de la double démesure. Apparence de la mort du travail et de la spiritualité, démesure de la fabrication d'objets par les machines et démesure de la fabrication de fausse monnaie par les banques qui ne s'en expliquent que par l'excuse affligeante qu'elles détruisent cette fausse monnaie dès qu'on la leur a rendue avec intérêts. Les machines produisent et les banques fabriquent la monnaie qui va donner l'illusion que ces productions sont des richesses. Nous ne vivons plus le double circuit naturellement équilibré, et se nourrissant mutuellement l'un l'autre, du travail-production-vente et du travail-monnaie-achat où l'homme et son travail étaient les pivots de l'économie. Nous devenons simples spectateurs du double circuit incohérent qui fabrique péniblement du PIB, le circuit machine-production-vente et le circuit banques-monnaie-achat. L'homme n'est plus bon qu'à consommer et à s'appauvrir pour rembourser les emprunts. Il doit en outre apprendre à bien voter pour confirmer sa complicité avec l'incohérence proposée et son approbation à l'enrichissement du clergé du système. On s'étonne de son hésitation et de la montée de l'abstention !

Tournent à plein dans les banques, les machines à créer la dette et tournent à plein dans les médias et dans les universités, les machines à formater les individus en leur faisant croire que les richesses futures rembourseront tout. La seule différence est que les médias le font sans gêne alors que les universités le font un peu gênées.

On a vu au XX<sup>e</sup> siècle la fausse monnaie fabriquée par les banques, remplacer la monnaie saine stockant réellement de l'énergie humaine et construire un nombre incalculable de machines pour produire tout et n'importe quoi. Le consommateurs pour acheter car les banques tenaient à être remboursées pour pouvoir détruire la fausse monnaie qu'elles avaient créée pour fabriquer les machines.

Les inepties inventées pour faire croire à la génération spontanée d'argent pour pouvoir le dépenser à faire du PIB, montrent la fertilité de l'esprit humain.



On a investi les esprits en faisant croire qu'un investissement qui est une dépense, permettait de créer des richesses futures, sans appauvrir personne. Les banques ont voulu dépasser Aristote qui avait « vainement cherché sur une pièce de monnaie ses organes reproducteurs ». Elles affirment les avoir trouvés en donnant au verbe investir le sens de planter de l'argent et attendre la récolte.

On a appelé Production Intérieure Brute (PIB) la somme de toutes nos dépenses annuelles publiques (57%) et privées (43%), dépenses confondues de consommation et d'investissement en laissant aux médias et aux universités le soin de nous faire croire que la dépense était une création de richesse à nous partager. Bienheureux d'ailleurs qui nous dira si les dépenses faites par des associations subventionnées sont une dépense publique ou privée. L'important est de dépenser et de faire du PIB.

On a inventé à grand frais la publicité pour faire croire que tout ce que les machines produisaient en continu étaient des richesses et qu'il est intelligent de le reconnaître en s'appauvrissant pour les acheter.

On a inventé le chômage rémunéré puisque les machines n'étaient plus là pour libérer l'homme et lui permettre d'être utile autrement, mais pour le remplacer. On déshabille Pierre pour habiller Paul mais il y a de moins en moins de Pierre à déshabiller et de plus en plus de Paul que l'on habille de guenilles au lieu de reconnaître leur utilité tels qu'ils sont.

On a inventé les marchés à conquérir sur toute la Terre sans jamais se préoccuper de la réalité et de l'origine de l'argent que posséderaient ces nouveaux acheteurs tout en prétendant faire de la macro-économie.

On a inventé les produits qui n'existent pas encore, les métiers qui n'existent pas encore, les solutions qui n'existent pas encore... mais qui vont bien sûr tout résoudre dans une nouvelle harmonie sans doute apportée par les cigognes ou trouvée dans les choux.

On a donné un nouveau sens à la compétition qui n'était qu'une compétition commune, pour devenir le désir de la mort de l'autre avant la sienne en oubliant la coopération et le vrai vivre ensemble.

On a changé le sens du mot inflation qui était l'enflure de la création de la fausse monnaie pour devenir la hausse des prix qui ne vient que de la nullité énergétique de la fausse monnaie qui abaisse la capacité énergétique de la vraie monnaie avec laquelle on la confond.

On a inventé les subventions, le RSA, le revenu universel voire la monnaie hélicoptère pour donner à tous de la fausse monnaie pour pouvoir acheter beaucoup trop cher les fabrications en continu des machines. Tout ça sous prétexte d'une prétendue redistribution

d'une manne inexistante que les banques anticipent par leur distribution de fausse monnaie.

On a créé les partis politiques qui sous couvert de démocratie « font de la politique », c'est-à-dire qu'ayant compris qu'il fallait choisir entre plaire et conduire, ils ont choisi de plaire et ont renoncé à comprendre et à réagir car cela contrarierait leurs électeurs.

Mais le pompon nous arrive maintenant avec la fuite en avant, éternelle solution si souvent utilisée par toutes les idéologies. L'Union européenne ne marche pas, c'est parce qu'il faut plus d'union. Le socialisme ne marche pas, c'est parce qu'il faut plus de socialisme. Le libéralisme ne marche pas, c'est parce qu'il faut plus de libéralisme. Le capitalisme ne marche pas, c'est parce qu'il faut plus de capitalisme. Le mondialisme ne marche pas, c'est parce qu'il faut plus de mondialisme. Et donc si les machines et la fausse monnaie des banques ne résolvent rien c'est qu'il faut plus de machines et plus de fausse monnaie.

Comme l'argent ne coûte prétendument plus rien (ce qui au passage va faire exploser les banques et les assurances) et comme les machines produisent grâce à des « investissements » qui seront récupérés sur les « richesses futures », nous avons décidé en gaspillant les ressources de l'ensemble de la Terre, que nous construirions une chose bien plus réussie que l'homme, cet animal qui se construit presque tout seul en 9 mois par un simple moment de plaisir, qui est alimenté par n'importe quoi, qui s'auto-répare pour la majorité des incidents et qui s'auto-régle en tout tant qu'il fonctionne correctement et ce, pendant des décennies. Nous construirions des robots qui meurent sans faire d'histoire et nous allons marier l'homme et le robot grâce à l'intelligence artificielle et au transhumanisme pour que la mort soit vaincue. Tout est possible puisque les machines et la fausse monnaie des banques vont s'occuper de tout ! L'homme n'aura qu'à s'appauvrir pour payer tout ça !

Et si nous retrouvions la cohérence, de la famille, de la tribu, de l'oikos grecque, de la domus latine, de ces villages gaulois qu'Emmanuel Macron est si triste de trouver très heureusement réfractaires à sa fuite en avant ? Et si nous nous interrogions enfin sur l'utilisation intelligente de nos compatriotes à partir de ce qu'ils savent déjà faire et non à partir de ce qu'ils devraient savoir pour faire tourner un système impossible que rigoureusement personne ne défend globalement ? Et si nous envisagions de confier la chaîne travail-argent-achat à une économie mixte qui ne soit ni purement l'État comme dans le communisme, ni purement le privé comme dans le capitalisme ? Une économie qui stimule la liberté d'entreprendre tout en veillant à ce que la coopération domine toujours la compétition. Et si nous nous rebellions contre le formatage des esprits qui coûte si cher en argent et en temps dans les médias, dans les universités et dans les campagnes électorales ? Et si la prochaine révolution était enfin celle des esprits ? Elle pourrait germer dans les universités, dans les médias ou même dans les partis politiques puisque Pandore nous a appris en ouvrant sa boîte que l'espérance ne s'éteignait jamais. ■



## Compte rendu du dîner-débat du 12 septembre présidé par P. CHASTANIER

# LE RENOUVEAU GAULLISTE

par Christine ALFARGE

« *Je suis un homme qui n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde.* »

(Conférence de presse du Général de Gaulle, le 19 mai 1958.)

### Qu'est-ce qui a changé ?

La grande force du Général de Gaulle était de prendre en main les affaires du pays sans jamais oublier l'humain, il était au-dessus des partis mais toujours dans le cœur des Français.

Aujourd'hui le jeu politique de la V<sup>e</sup> République est bousculé, d'emblée Pierre Chastanier pose la question : « *Lors des dernières législatives, ce 18 juin 2017, pouvait-il ressembler à un appel gaulliste ? Non, les forces qui s'allierent étaient des forces libérales, ubérisées, multiculturelles. Et après cet été mettant fin à de nombreuses crises difficiles et parfois très violentes, la ZAD, les universités, la grève SNCF, etc. ? le vent peut tourner.* »

### L'idée de nation est trop récusée

Il est légitime de se demander pourquoi la France pourrait imploser ? Que reste-t-il de l'idée de nation rassembleuse et bienveillante ? « *On ne fait pas de politique à la corbeille* » disait le Général de Gaulle. En cinquante ans la France a changé, elle s'est diversifiée, la cellule familiale est bouleversée, il y a le pacs, le mariage pour tous. L'individualisme est omniprésent et l'assistanat a remplacé le travail. La société contemporaine est décomposée, fragmentée, dispersée. Les inégalités progressent, le racisme se développe, les tensions religieuses peuvent dégénérer à tout moment, la faillite des élites contribue fortement à un déclin progressif et nuit gravement à la démocratie. Les gens se demandent mais à quoi bon aller voter puisque ça ne sert à rien, les choses continueront avec le même mépris, les mêmes abus, les mêmes priviléges, le même manque de reconnaissance et de respect.

C'est toute la hiérarchie des valeurs républicaines qui est pointée du doigt. Les cloisons mentales expliquent l'incompréhension. « *Il faut à tout prix renouer avec le*

*dialogue* » nous dit Pierre Chastanier. Il propose notamment une réforme de la maternelle, entre trois et cinq ans tout est possible avec un bon enseignement revalorisé. Après la classe, il faut veiller à mettre en place un tutorat généralisé concernant les savoirs fondamentaux, 150 000 jeunes ne les maîtrisent pas.

### Le peuple attend une nouvelle démocratie

Être Français, c'est trouver sa place. Jules Mazarin ou bien encore Manuel Valls n'ont-ils pas accédé aux plus hautes fonctions de l'État ? Un État jacobin revu, exerçant seulement les fonctions régaliennes avec une organisation décentralisée laissant aux français l'organisation de leurs territoires, préservant l'ouverture au monde grâce à la francophonie et une politique de développement nord-sud. Pierre Chastanier propose un véritable « plan Marshall » sinon dans les trente prochaines années, nous en aurons les conséquences avec un tsunami migratoire.

Face à une plutocratie mondiale où la puissance financière et économique est prépondérante, 1% des plus riches ne cesse de voir augmenter sa richesse. Entre des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres, il y a la peur du déclassement social, une classe moyenne qui a de plus en plus de mal à subvenir à ses besoins, pis encore aux besoins et l'avenir de ses enfants. Malgré un chômage endémique, nous produisons là où la main d'œuvre est bon marché, sous l'emprise des puissants, le besoin de démocratie est en marche.

Au lendemain des présidentielles, on assiste à une conquête radicale du pouvoir et non à une union nationale, pas de large coalition mais un éclatement en quatre groupes où les Français ne se sont pas retrouvés. « *Contrairement à De Gaulle sur la « Participation », Emmanuel Macron ne protège pas les Français, l'espoir du Général est déçu.* » pense Pierre Chastanier, il ajoute, « *Souhaitons une Europe mais celle qui protège les nations, l'ordre sans ignorer les forces.* »



## Liberté et responsabilité pour demain

Face aux nouvelles technologies, le monde sera sans pitié. En pensant à l'avenir, Pierre Chastanier souligne l'importance de ces mots empreints « *de solidarité, de justice sociale et d'exigence*. » La liberté, mais que nous inspire-t-elle ? Le besoin d'ordre mais aussi le cœur et la bienveillance pour guider les esprits, se souvenir que le combat n'est jamais vain, comme le Général de Gaulle l'a mené en pensant à la France pour bien longtemps. La responsabilité, indispensable, sans laquelle il ne peut exister d'engagement fidèle.

## Un nouvel appel gaulliste est-il encore possible ?

Le ni droite ni gauche est insuffisant, il faut l'ensemble respectueux des intérêts de chacun, unir le peuple français. Ici plus d'anathème, nul n'est pestiféré sauf ceux qui s'opposent à notre devise « *liberté, égalité, fraternité* », l'amour de la patrie, l'engagement pour la nation, ça ne peut pas se faire sans gauche et droite réunies. Par-dessus tout, les Français ont besoin d'exemplarité, avoir confiance, ils sont fatigués et dégoûtés au prix de nombreux efforts, de privations avec la peur économique et sécuritaire constante. Si rien ne change, attention à la colère du peuple, au-delà du populisme, se fomente le fascisme. Pierre Chastanier citant Gambetta : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre* ». **Que sommes-nous prêts à faire**

## pour mieux vivre ensemble ?

Français de droite, français de gauche, peu importe, alors « *En route ! Les modestes héritiers du Général de Gaulle sûrs du destin de la France doivent se rassembler, c'est le sens du dialogue, de la renaissance, la patrie au cœur*. » s'exclame Pierre Chastanier.

Rappelons-nous la force des mots du Général de Gaulle à l'Albert Hall en 1941 : « *Ce que nous sommes ? Nous sommes des Français de toutes origines, de toutes conditions, de toutes opinions, qui avons décidé de nous unir dans la lutte pour notre pays. Tous l'ont fait volontairement, purement, simplement*. »

*L'histoire est un éternel recommencement, le Général de Gaulle savait qu'après lui d'autres viendraient poursuivre le combat pour la France, notre pays ! Puis que tout recommence toujours ce que j'ai fait sera tôt ou tard source d'ardeurs nouvelles après que j'aurai disparu ! disait-il « N'en doutons point, toutes les salves du gaullisme ne sont pas encore tirées », comme Pierre Chastanier le souligne en guise de conclusion dans son ouvrage « *Le renouveau gaulliste* », un message d'espérance pour ne jamais baisser les bras, honorer inlassablement la mémoire de ceux qui se sont battus pour notre liberté, transmettre l'histoire à la jeunesse française, une histoire jamais finie car « la seule querelle qui vaille, est celle de l'homme » écrivait le Général de Gaulle. Désormais, tout est entre les mains et la seule volonté du peuple, le peuple français ! ■*

## 2018 - BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN

établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie du Gaullisme – BP 48 – 94700 Maisons-Alfort

Nom et prénom \_\_\_\_\_

Rue, boul., avenue, impasse, autre \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Téléphone fixe \_\_\_\_\_ - Téléphone portable \_\_\_\_\_ - Courriel \_\_\_\_\_

*Cotisations : \_\_\_\_\_ x 35 € (plus de 25 ans) / \_\_\_\_\_ x 16 € (moins de 25 ans) / \_\_\_\_\_ x 39 € (couple) / à partir de \_\_\_\_\_ x 75 € (membre bienfaiteur)*



# EUROPÉENNES 2019 : LES HOSTILITÉS SONT OUVERTES

par Paul KLOBOUKOFF

## Préambule

Les « européennes » se jouent à deux niveaux, celui de chaque État de l'Union européenne (UE), qui nous est familier, et celui de l'UE, qui l'est beaucoup moins. Nombre de Français, comme d'autres Européens, ignorent à quels « groupes européens » présents au Parlement européen (PE) adhèrent les partis nationaux pour lesquels ils votent et ce que représentent ces groupes. Nos médias n'aiment pas nous en parler.

C'est pourquoi la première partie du présent article commence par une brève présentation des équipes, les groupes, qui s'affrontent sur le terrain européen, ainsi qu'à leurs apparentements avec nos propres partis. Dans l'UE, en vue des européennes de 2019, la campagne a débuté peu après l'élection d'Emmanuel Macron, qui n'a pas tardé à porter sa bonne parole en Europe. L'immigration est revenue en force au cœur des débats et des problèmes majeurs après la grande vague migratoire de 2015 et 2016. Et l'Europe, qui connaît déjà la montée des nationalistes et des populistes, a vu celle-ci s'accélérer et s'étendre. Après moult péripéties, dont celles de l'Aquarius, les dirigeants européens ont été mobilisés pour participer à la « guerre » déclarée par Macron à Viktor Orban, Premier ministre hongrois. Contrairement à Macron, fédéraliste et mondialiste proclamé, Orban est un nationaliste, allié à des acolytes d'Europe de l'Est qui sont aussi très réticents à l'accueil des migrants. De surcroît, Orban et son ami, le Polonais Kaczinski, sont menacés de graves sanctions par l'UE pour atteintes à la justice et à la liberté dans leurs pays. C'est plus qu'il n'en faut pour que Macron s'efforce « d'orbaniser » les européennes. Il n'y aurait pas d'autre choix que lui et sa vision, pour sauver l'UE, ou celle d'Orban, pour la détruire. Absurde !

Ces développements ont déteint sur la campagne en France. En portant presque au premier plan les questions de l'immigration et, en même temps, les divisions entre « nos » présumés progressistes réformistes macronistes ou compatibles, les « populistes », ainsi que les partisans de gauche, du centre et de droite qui ne sont pas classés dans les deux catégories précédentes. Officiellement, la campagne n'est pas lancée. Mais, les hostilités sont ouvertes... pendant que les protagonistes essaient de préciser leur « ligne », de constituer leur liste de candidats. Sans attendre, et depuis des mois, des sondages impatients interrogent les électeurs sur leurs intentions de vote en mai 2019. Des observations intéressantes peuvent être faites. L'évolution des intentions exprimées, très corrélée à celles de la popularité de l'exécutif et des appréciations de la qualité de sa gouvernance, peut vraiment inquiéter Macron et son parti La REM. L'exécutif est au plus bas dans les sondages. L'impatience gagne. La domination des préoccupations franco-françaises dans les attentes des citoyens pèsera lourd dans les choix électoraux en mai 2019. À commencer par l'amélioration du pouvoir d'achat, la baisse du chômage, celle des impôts et des charges, la maîtrise de l'immigration, la réduction des inégalités sociales et de l'exclusion, la protection de l'environnement et le redressement de l'économie française. Pour y répondre, l'exécutif risque de manquer de munitions. Il a trop donné aux plus riches avec la suppression de l'ISF et l'instauration de la « fat tax », qui grèvent les recettes fiscales chaque année qui passe. Il donne encore 20 milliards € aux entreprises qui bénéficiaient du CICE. Ceci au détriment des fonctionnaires, des retraités, des propriétaires et des classes moyennes, des chômeurs, des pauvres, des malades.... En outre, la course désordonnée aux réformes et la mise en service du prélèvement à la source vont sans nul doute « interférer » avec la campagne des européennes, la perturber, la « polluer ».

On peut craindre des assauts de com insistants et agressifs, surtout si les difficultés augmentent et si les cotes de Macron et de Philippe en souffrent. Heureusement, nous serons à l'abri des « fake news » ! Le roi et LaREM aussi.



## I. – Dans l’Union européenne, l’immigration sème le trouble et divise

### Les partis français dans les groupes européens au Parlement de l’UE

Le Parlement européen (PE) élu en mai 2014 pour 5 ans compte 751 députés. Le « Brexit » va laisser vacants les 73 sièges du Royaume-Uni. En vue des élections de mai 2019, les députés européens ont rejeté le 7 février 2018 la proposition, soutenue par Emmanuel Macron, de créer des listes transnationales. Ils ont décidé de redistribuer 27 sièges entre 14 pays membres et de réduire le nombre total des sièges à 705. Démographie aidant, la France sera une des principales bénéficiaires, avec 79 sièges, soit + 5 sièges et un pourcentage des voix au Parlement qui montera de 9,85 % à 11,2 %. Les députés européens ont aussi confirmé leur attachement à ce que les candidats des partis européens désignent avant les élections, comme en 2014, un « Spitzkandidaten » (candidat tête de liste), qui sera leur candidat au poste de président de la Commission européenne (1) en remplacement du bien connu Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Ce poste clé est très convoité, notamment par Allemagne, qui pousse en avant la candidature du Président du Parti populaire européen (PPE), Manfred Weber, soutenu par Angela Merkel.

Les députés européens peuvent s’organiser en « groupes » par affinités politiques. Pour former un groupe, il faut réunir au moins 25 députés d’au moins 7 États membres. Les députés « non groupés » sont classés dans les non-inscrits. Dans le Parlement actuel, 8 groupes se sont formés par des alliances entre des partis nationaux. Aussi, quand un électeur vote pour un parti dans son pays, la plupart du temps, il donne sa voix à un des 8 groupes du PE.

Depuis 1953, deux groupes majeurs marquent une opposition gauche-droite, devenue traditionnelle dans les pays d’Europe de l’Ouest au fil des décennies, et ont dominé, tour à tour, l’assemblée : celui du Parti Populaire Européen (démocrates-chrétiens), ou **PPE**, et celui du Parti des Socialistes et Démocrates Européens (**S&D**). Leurs ramifications s’étendent à tous les États membres. En juillet 2018 (2), ils se partageaient 54 % des sièges du Parlement. Le PPE comptait 218 élus, dont 16 du parti Les Républicains (LR), 3 Divers Droite et 1 d’Agir. Parmi les 189 députés du **S&D** se trouvaient 10 élus du PS français, 2 de Génération.s et 1 radical de gauche.

Le groupe des Conservateurs et Réformistes Européens (**ECR**) rassemble des partis de 18 pays, de droite, ainsi que de droite nationaliste et/ou chrétienne. Il dispose de 73 sièges. 26 de ceux-ci étant occupés par des députés du Royaume-Uni, il va souffrir du Brexit.

L’Alliance des Démocrates et Libéraux pour l’Europe (**ADLE**) unit des fédéralistes, libéraux ou sociaux-libéraux, centristes ou de centre droit, de 58 partis dans 21 États de l’UE. Elle dispose de 68 sièges. Dans ses rangs se trouvent 7 députés français de 5 de « nos » partis : le MoDem, le Mouvement radical, social et libéral, l’UDI, l’Alliance centriste et Génération citoyen. Ce

Groupe considère ses idées proches de celles de Macron. Son patron, le Belge Guy Verhofstadt a d’ailleurs tenté de faire adhérer les macronistes à l’ALDE. Sans succès jusque-là.

« *Nous ne voulons plus des accords des grands groupes politiques européens avant même que les citoyens aient voté* », aurait « martelé » Christophe Castaner le 26 septembre (3), alors que la majorité (LaREM et ses amis) porte l’ambition de créer son propre groupe politique au Parlement européen.

Les Verts/Alliance libre européenne (**Vets/ALE**) sont présents dans 18 pays et comptent 52 députés. Parmi eux, se trouvent 6 Français : 5 d’Europe Ecologie Les Verts (EELV) et 1 Ecologiste. Daniel Cohn Bendit (alias Dany le Rouge pour les médias en 1968) a coprésidé ce groupe de 2004 à 2014. Curieusement, en haut lieu, chez nous, il a été envisagé de choisir ce « jeune homme » de 73 ans, encore vert, comme tête de liste de LaREM.

La Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (**GUE/NGL**) est présente dans 14 États membres et compte 51 députés socialistes, antilibéraux, anticapitalistes et/ou communistes. Parmi eux se trouvent 4 Français du Front de gauche-L’Union pour les Outremer.

Deux groupes peuplés de « protestataires », « populistes », « antieuropéens », souverainistes, nationalistes, xénophobes, souvent « d’extrême droite »... sont plus récents et sont « représentés » au Parlement par des députés élus, respectivement, dans 8 et 9 pays de l’UE :

- Le groupe Europe de la liberté et de la Démocratie Directe (**ELDD**) compte 45 députés. Il est présidé par Nigel Farage, un des artisans du Brexit. Son mouvement pour l’Indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a apporté 20 sièges au groupe en 2014. 3 Patriotes (parti de Florian Philippot) et 1 sans étiquette français font aussi partie du groupe.

- Le Mouvement Europe des Nations et des Libertés (**MENL**) a été créé en juin 2015, à l’initiative de Marine Le Pen (RN), de Geert Wilders (PVV néerlandais) et Matteo Salvini (Ligue du Nord italienne). Coprésidé par Marcel de Graaf (PVV) et Nicolas Bay (RN), il compte 35 députés, dont 16 Français du Rassemblement National.

En juillet 2018, il reste 22 non-inscrits (contre 52 en 2014), parmi lesquels se trouvent 3 Français.

Ces élections « indirectes » des députés des groupes européens ne sont pas très populaires. À celles de 2014, le taux de participation dans l’ensemble de l’UE n’a été que 42,61 %. Très proche de celui enregistré en France, de 42,43 % (4). Il faut dire que nos médias estiment indignes d’intérêt les débats et les votes des lois au PE (nombreuses et d’inégale importance). Mais, surtout, beaucoup d’Européens semblent convaincus [non sans raisons] de l’impuissance du PE. Il est vu comme une chambre d’enregistrement des décisions de « l’Exécutif » de l’UE, la trop



dominatrice Commission, avalisées, quand c'est jugé indispensable, par les chefs d'État et de gouvernement. Cela ne pousse pas les citoyens à se ruer vers les urnes. À cet égard, un parallèle peut être fait avec l'Assemblée nationale française. Aux législatives de 2017, le pourcentage des votes exprimés n'a été que de 47,6 % de celui des inscrits.

### L'immigration : une question majeure, cruciale

Depuis des décennies, la limitation de l'immigration est une revendication appuyée des « populistes d'extrême droite » (pour faire court) dans l'UE (comme aux « États-Unis de Trump »). Et, il est vrai que la proportion d'immigrés et d'enfants d'immigrés n'a cessé d'augmenter en Europe. Une immigration principalement « économique » et familiale. En France, les statistiques et les études de l'Insee le montrent sans ambiguïté. Potentiellement, à moyen et long terme, et peut-être avant, des « tensions » plus fortes sont à redouter. Dans un article intitulé « *Europe 2050 : suicide démographique* » (5), l'Institut Robert Schuman nous alerte sur la puissance de la « tectonique démographique » à l'œuvre dans le monde. D'ici 2050, d'après l'ONU et Eurostat, « *l'Europe pourrait stagner autour de 500 millions d'habitants et perdre 49 millions de personnes en âge de travailler dans la tranche des 20-64 ans* ». L'Allemagne perdrat 11 millions (Mi) d'actifs potentiels, l'Italie et l'Espagne, 7 à 8 Mi. Plus prolifique, la France rattraperait l'Allemagne. Le Royaume-Uni la dépasserait. Pendant ce temps, la population de la Chine reculerait un peu, à 1,350 milliard (Md). Celles du Japon et de la Russie diminuerait aussi. Au contraire, celle d'Amérique du Nord monterait à 433 Mi et celle d'Amérique Latine à 704 Mi. Celle de l'Inde augmenterait de + 334 Mi pour atteindre 1,705 Md. **L'Afrique**, elle, connaîtrait une **explosion démographique retentissante**, plus que le doublement entre 2015 et 2050 : + 1,292 Md de personnes, et une population totale de 2,478 Mds en 2050. La population de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient devrait augmenter de + 150 Mi, et atteindre 354 Mi.

Il est difficile d'imaginer que ces explosions ne s'accompagnent pas de poussées migratoires de grande ampleur. Et elles ne se limiteront pas à des embarcations de demandeurs d'asile. Il faut cesser de regarder les questions d'immigration devant nous par le petit bout de la lorgnette à courte vue avec des œillères politiciennes. Il est temps d'examiner les problèmes migratoires sereinement, lucidement et d'en discuter entre « adultes » européens. Il est surprenant, pour ne pas dire incompréhensible, que les instances de l'UE n'organisent pas une telle concertation.

### L'accueil et le « traitement » des migrants fracturent l'UE

Avec l'écrasement des Nations par les poussées fédéralistes et le « despotisme » des dirigeants de l'UE, l'immigration a été un motif important de la montée des « populismes » dans un nombre croissant de pays. Elle a été une des causes majeures du Brexit.

L'arrivée massive en 2015 de migrants de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan... demandeurs d'asile a provoqué des réactions différenciées de la part des États de l'UE, a placé (ou replacé) au premier plan les problèmes d'immigration et a donné un nouvel élan aux mouvements populistes de droite. Très accueillante, Angela Merkel a décidé de recevoir un grand nombre de migrants en Allemagne. Plus d'un million en 2015 et en 2016. D'abord plutôt bien acceptée, cette « politique d'ouverture » a bientôt rencontré de l'hostilité, d'abord surtout en Bavière et en Allemagne de l'est au début, ensuite, plus largement. Elle a fait le lit de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), parti « populiste » montant, au moment où la chancelière se débattait à l'approche des élections législatives de septembre 2017, qui se sont avérées problématiques, puis après celles-ci, pour constituer un gouvernement de coalition avec son grand adversaire traditionnel, le SPD. Avec 12,6 % des voix aux législatives, l'AfD est devenu le premier parti d'opposition. Merkel n'a pas réussi à faire accepter l'adoption de « quotas » de répartition des migrants entre les États membres. Les opposants les plus déterminés à l'accueil des migrants (« sur la route des Balkans ») ont été la Pologne et la Hongrie, gouvernés par des « conservateurs anti-européens », et leurs deux autres « acolytes » du Groupe de Visegrad, la République Tchèque et la Slovaquie. Un groupe, né en 1991, qui s'était mobilisé pour aider à protéger la barrière de barbelés érigée par la Hongrie, dirigée par son Premier ministre, « national conservateur et populiste », le charismatique Victor Orban, également leader du groupe. L'affaire de l'Aquarius a ensuite révélé la fracture entre les États sur l'accueil des réfugiés, même en situation de détresse. La France, notamment, a montré de la réticence à l'accueil et peu de solidarité avec l'Italie, « sommée » d'ouvrir ses ports au navire. Après les tentatives de « fixation » des migrants en Turquie et dans des pays de départ et/ou de transit en Afrique, ainsi que des négociations infructueuses, la question des quotas est toujours pendante. Avec les indigestes problèmes posés par le Brexit, « la migration », les conditions pour la limiter et la refouler, ont encore constitué le plat de résistance au menu du « sommet » européen de Salzbourg débuté le 19 septembre. Un titre sur le *monde.fr*, « *Crise migratoire : "les divergences persistent" entre Européens au sommet de Salzbourg* » (6), en résume les piétres résultats.

### « La montée des populismes » à la Une à l'approche des européennes

Cette montée, attisée par la « crise migratoire », inquiète les « défenseurs de l'Europe », perturbe les partis prétendant les représenter et mobilise les médias. Des centaines d'articles traitent du sujet, avec une densité qui croît à 8-9 mois des européennes. Grâce à cette mine d'infos, on peut découvrir (ou vérifier) que, désormais, de la Finlande et la Suède jusqu'à Malte et Chypre, des partis et des mouvements populistes sont présents et actifs dans tous les pays. Aux dernières élections législatives, les partis d'extrême-droite ont réalisé des scores de : 27 % en Autriche (2017), 22,3 % en Italie (2018), 21,1 % au Danemark (2015), 19,6 % en Hongrie (2018), 17,6 % en Suède (2018) et en Finlande (2015), 16,6 % en Slovaquie (2016), 13,6 % en Pologne (2015), 13,1 % aux Pays-Bas (2017), 12,6 % en Allemagne... et seulement 8,95 % en France.



Notre attention est attirée aussi sur la prise du pouvoir de mouvements populistes en Italie et sur leur participation aux gouvernements de la Finlande ainsi que de l'Autriche où leur sont confiés trois ministères régaliens. En outre, des partis « ultraconservateurs », « proches » de l'extrême droite, sont au pouvoir en Pologne où « l'homme fort, Jaroslaw Kaczinski (Droite et justice) a « recentré » son parti, et en Hongrie, avec Victor Orban et son parti le Fidesz. Ces deux derniers sont mis en accusation par les instances de l'UE, et déjà à moitié condamnés par une majorité des 28 pour violations de l'état de droit dans leurs pays. Leurs cas « sulfureux » ont été copieusement médiatisés.

### Elections : des pronostics sans grands bouleversements

Depuis 2017, *Poll of polls* (POP) rassemble, analyse et agrège les résultats des sondages en vue des élections européennes de 2019 dans les 28 États de l'UE (7). La plus récente de ses « mises à jour », datée du 20 septembre, prévoit une répartition des 705 sièges du Parlement entre les groupes apparemment sans grandes surprises. Les « populistes » ne submergeraient pas l'UE et la hiérarchie entre les groupes ne serait pas bouleversée par le jaillissement de « forces nouvelles ».

Les deux groupes principaux, « traditionnels », reculeraient. Avec **186 députés**, le **PPE** aurait 26,4 % des sièges du PE (contre 29 %). Moins résistant, le groupe **S&D** ne conserverait que **147 sièges**, soit 20,9 % de ceux du PE (contre 25,2 %). Ensemble, ces deux citadelles ennemis ne seraient plus majoritaires, mais ne tomberaient sous les assauts.

Une chute du nombre d'élus du groupe **ECR** (droite et droite nationaliste) est attendue. Son ancrage plus profond dans les pays de l'Est, en Pologne en particulier (29 sièges), ne compenserait que très partiellement la perte des 26 sièges britanniques. ECR n'aurait ainsi que **52 sièges** (contre 73 actuellement).

À contrecourant des préoccupations majeures environnementales, semble-t-il, le groupe de rattachement **des Verts** ne conserverait que **32 sièges** (contre 52), dont 21 en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique. Pourquoi ?

Parmi les 4 gagnants, l'**ADLE** (Démocrates et libéraux) aurait **71 sièges**, soit 10 % de ceux du PE (contre 9,1 %).

**GUE/NGL** (Gauche unitaire et Gauche verte nordique) gagnerait 3 sièges et en aurait **52**, soit 7,4 % de ceux du PE.

**Europe Nations et Libertés (ENL)** gagnerait 17 sièges pour atteindre un total de **52**, dont 13 Français et 28 Italiens.

Le groupe Europe de la liberté et de la démocratie (**ELDD**) directe gagnerait 3 sièges pour en occuper **45** au PE, dont 16 Allemands et 25 Italiens.

Ensemble, ces deux groupes « contestataires » déclarés et « populistes » présumés disposeraient ainsi de près de 13 % des

sièges du Parlement européen. Ce serait un « fait marquant » de ces élections... qui n'apparaîtrait pas en contradiction avec leurs performances aux dernières élections législatives (cf.ci-dessus).

Enfin, *Poll of polls* a regroupé des partis, dont LaREM, sous la dénomination « Nouveaux partis non affiliés » (**NUP**). Cette nouvelle inconnue, avec **59 députés** (dont 29 en France), ne bouleverserait sans doute pas le paysage du PE. Si la majorité de ces députés (dont ceux de LaREM) décidaient de s'associer ou de s'intégrer au groupe démocrate libéral **ADLE**, celui-ci renforcerait sa place de 3<sup>e</sup> groupe du PE.

Les « mises à jour » à venir de ces prévisions montreront peut-être de plus amples changements dans les huit mois à venir. Notamment parce que la « campagne » ne fait que commencer.

### La tentative « d'orbanisation » de la campagne des européennes 2019

Pas tout à fait. En réalité, Emmanuel Macron, fédéraliste partisan de plus d'intégration et mondialiste, a commencé sa croisade dès le lendemain de son élection. Il a multiplié les déplacements et les démarches pour rallier les chefs de gouvernement et de partis. Il a discours pour se faire connaître en Europe et diffuser ses messages.

Dans son long discours très médiatisé de la Sorbonne en septembre 2017, il avait « levé le voile sur ses intentions » et présenté son catalogue de mesures, « véritable programme électoral européen », avait-on lu il y a un an.

Lors de son « grand oral » au PE à Strasbourg, en avril 2018 (après les frappes en Syrie), il avait actualisé et renouvelé en partie sa panoplie de préconisations et de mesures.

Le 10 mai 2018, la mairie d'Aix-la-Chapelle lui a décerné le prix Charlemagne pour les intentions louables qu'il avait manifestées. Dans son discours de réponse au laudatio prononcé par Angela Merkel, il a répété ses appels à de profondes réformes, à un « **multilatéralisme international fort** », ainsi que ses demandes en faveur d'un budget européen beaucoup plus ambitieux, d'**une zone euro plus intégrée** dotée d'un budget propre. Il a redit sa préférence pour « **une Europe à plusieurs vitesses** ». Il a aussi **condamné** assidument **le nationalisme** et son « *repli sur soi* », qui s'opposent à **la souveraineté européenne**.

Ses demandes ont connu une fin de non recevoir polie mais ferme. Merkel l'a d'ailleurs annoncé dans son discours à Aix-la-Chapelle. Elle a aussi prôné **la recherche du meilleur équilibre entre souveraineté nationale et intégration**. Avec une certaine réserve à l'égard de plus d'intégration. Macron et Merkel (l'Allemagne) ne sont pas sur la même longueur d'ondes. Il ne faut pas l'ignorer.

Du 7 avril au 13 mai, LaREM a lancé une « grande marche pour l'Europe ». Les Marcheurs auraient « frappé à « plus de 80 000



portes » et fait remplir plus de 80 000 questionnaires (8). Au fil des mois, notre président a pris la place d'animateur, seul ou presque, d'une campagne européenne anticipée. Très actif, il n'a pas caché son ambition de « *faire émerger un nouveau mouvement politique progressiste en Europe d'ici la fin de l'année* »... en s'inspirant de la méthode qui l'a porté au pouvoir en France. Sa tactique : « dynamiter » le bastion du puissant PPE, provoquer une scission de ce groupe qui, aux côtés de partis respectables de droite conservateurs chrétiens démocrates, héberge une « brebis galeuse », Victor Orban et son parti nationaliste, le Fidesz. Macron a sommé le PPE de « *clarifier* » sa position. Selon lui, « *on ne peut à la fois être du côté de Merkel et d'Orban* » (9).

Et Macron a déclaré la guerre à Orban ainsi qu'à ses amis nationalistes... et réciproquement. Il cherche à mobiliser derrière lui dans un affrontement Macron-Orban et à en faire un enjeu majeur, sinon l'enjeu principal des européennes de 2019. Il tente, ostensiblement, « *d'orbaniser* » la campagne et de se présenter comme le chevalier le plus apte à terrasser le dragon qu'Orban incarnerait. Cela n'a pas échappé à « nos » médias, qui se sont empressés d'évaluer les forces en compétition, de décompter « les alliés de Macron et d'Orban en Europe » (10).

**Dans le camp d'Orban :** - des alliés ont été identifiés : le Polonais Jaroslaw Kaczinski, l'Italien Matteo Salvini, Marine Le Pen, le Suédois Jimmie Åkesson, le Néerlandais Geert Wilders, l'Allemande Alice Weidel et l'Autrichien Heinz-Christian Strache ; - des personnes proches mais réservées face au clivage ont été listées : Horst Seehofer, ministre de l'Intérieur allemand, Sebastian Kurz, Chancelier autrichien, Luigi Di Maio, ministre du Développement économique Italien, Andrej Babis, président du gouvernement tchèque.

Bref, les alliés d'Orban seraient les dirigeants des principaux groupes nationalistes et populistes, que Macron présente en effet comme les ennemis de l'Europe. Les autres « proches », soutiens potentiels d'Orban, seraient des ministres d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie et de Tchéquie. Sans vouloir remettre en cause ces sélections, il me semble que manquent au moins des dirigeants de Bavière et de Slovaquie (autre État du groupe de Visegrad).

**Dans le camp de Macron :** - en tête des alliés, figurent Jean-Claude Juncker, président de la Commission, et Donald Tusk, président du Conseil européen. Suivent cinq premiers ministres, ceux de l'Espagne, de la Grèce (Alexis Tsipras, leader du parti de gauche radicale Syriza), du Luxembourg, de la Belgique, de la Suède et du Portugal ; - les personnalités proches présumées sont Mme Merkel et trois premiers ministres, ceux de la Finlande, des Pays-Bas et du Danemark. Impressionnant !

Sauf que : Merkel et Juncker sont des patrons du PPE. Il est douteux qu'ils soutiennent Macron dans son entreprise de démolition de leur groupe. Même si on leur passe la main dans le dos. Le Polonais Tusk, lui, n'est pas un fan du fédéralisme. En 2016, avant les élections britanniques pour ou contre le Brexit, il avait critiqué les « *rêves utopiques* » des militants du

fédéralisme européen : « *D'abord parce que cela n'est simplement pas possible. Ensuite parce que cela nourrit le doute et l'euroscétisme*, et pas seulement au Royaume-Uni ». Ce 19 septembre, au sommet des 28 à Salzbourg, Donald Tusk a invité à en finir avec le « *chantage sur la migration* », ainsi qu'avec « *ceux qui veulent tirer un avantage politique de la situation* » (6). Il ne visait pas uniquement Matteo Salvini.

On pourra aussi noter qu'« *En Scandinavie, le malentendu perdure quant au projet macronien* », selon le *monde.fr* du 5 mai (11). « Malentendu » paraît un euphémisme. Sur la scène européenne, le volontarisme de Macron agace les Scandinaves. « *Les sociaux-démocrates suédois, par exemple, veulent discuter de la dimension sociale de l'UE, mais ne veulent pas d'initiatives supranationales* », indique un chercheur en Suède. Ce pays, qui n'est pas dans la zone euro, s'inquiète d'une « *Europe à deux vitesses* ». Quant au Danemark, le Premier ministre libéral (classé dans les « proches » de Macron) a tenu à modérer les ardeurs européennes du président français après ses discours enflammés à la Sorbonne, puis devant le PE à Strasbourg. Pour lui, *l'heure n'était pas « au grand projet d'intégration européenne »* mais « *au travail du rugbroad [pain de seigle danois, pour désigner le labeur quotidien]* ». Ironique, un journaliste aurait ajouté « *Le gouvernement danois est terrifié à l'idée que la population puisse croire qu'il soutient cette position favorable à plus d'Europe* ». Le 23 avril, le quotidien suédois *Dagens Nyheter* « *souhaite bonne chance au président Macron dans son projet français, même si cela ne lui ferait pas de mal de temps en temps de montrer un peu d'humilité* », et « *l'UE ne peut certainement pas fonctionner comme un one-man show* ». Pour un autre journaliste, « *Au Danemark, nous avons une démocratie consensuelle. La démocratie conflictuelle à la française est difficile à comprendre pour les Danois. Macron en est devenu le symbole...* ».

Ces réflexions seraient à méditer par nos « journalistes » encenseurs de Jupiter, qui rechignent à nous faire part des avis et positions des autres Européens quand elles ne portent pas aux nues leur dieu. En réalité, Macron rame à contresens de l'histoire de l'Europe, et il a très peu de vrais alliés pour résister au courant.

Il serait stupide et périlleux (pour l'Europe) que les européennes se concentrent ou, pire, se résument à un combat entre des extrêmes présumés, « intégristes » fédéralistes et mondialistes, d'un côté, « populistes » nationalistes, de l'autre. Déjà chancelante, l'Union européenne ne s'en remettrait pas. L'heure n'est pas pousser à sa division. L'immigration n'est pas le seul problème en Europe. La défense est une priorité, alors que les États-Unis se désengagent de l'OTAN et que la Chine et la Russie organisent des manœuvres militaires communes. La guerre commerciale ouverte par Trump, contre la Chine, mais aussi contre l'Europe, devrait aussi préoccuper nos dirigeants. Il faut vite ramener à leur juste dimension les démêlés entre Macron et Orban et profiter de la campagne pour rechercher d'autres voies et moyens afin de reconstruire une Europe des nations et des peuples viable, amicale, plus démocratique, coopérative, et dynamique, comme le souhaitent de très nombreux Européens.



## II. - En France, les enjeux nationaux sont toujours dominants

### À l'ordre du jour : clarification de lignes politiques et quête de têtes de listes

En France, c'est aussi Macron qui a ouvert les hostilités, très tôt, en modifiant les règles des élections européennes. Fini les listes régionales. L'élection se fera au niveau national, une liste « unique » de candidats étant présentée par chaque parti... comme avant les européennes de 2004. Pour qu'une liste puisse faire élire au moins un député, il faudra qu'elle ait recueilli au moins 5 % des votes exprimés.

Ce retour avantage le parti du président, LaREM, qui n'a pas réussi à s'implanter dans les régions et qui aurait peiné pour trouver des têtes de listes connues et appréciées des populations dans ces régions.

Avec une seule liste, Macron sera la seule effigie de LaREM, et sans doute un acteur actif de la campagne de son parti. LaREM aura tout de même intérêt à choisir une (des) tête(s) de liste qui ne soit pas un (des) repoussoir(s). L'idée de recourir à Daniel Cohn Bendit ne serait pas encore écartée, mais celles de mettre en avant une personnalité « populaire » de la société civile et/ou un « ticket paritaire » homme-femme (comme la France Insoumise (LFI)) sont aussi sur le tapis. L'appel aux candidatures pour former la liste a été lancé le 26 septembre.

D'autres partis piétinent également devant ces choix. C'est le cas chez les Républicains parmi lesquels l'organisation de la campagne a semé ou réchauffé des germes de divisions sur « la ligne » du parti et sur le sort à réservé à l'accusé Orban. Notamment entre Laurent Wauquiez, président de LR, présenté par « nos » médias grand public comme tenant d'une « droite dure », et Valérie Pécresse, qui a créé un mouvement « Libres » au sein de LR. De leur côté, les Juppéistes sont partagés. Les uns préféreraient se rallier à LaREM, d'autres seraient enclins à soutenir LR, d'autres, encore, à former leur propre liste. Vu les chutes prononcées de Macron et de Philippe dans les sondages, Alain Juppé, lui, recommande d'attendre et voir.

Au centre, François Bayrou voudrait montrer ses « différences », mais sans parler de détacher son Modem des troupes de Macron. Une acrobatie délicate ! De son côté, le chef de l'UDI Jean-Christophe Lagarde entend porter le projet fédéraliste européen, mais pour lui : « *Une seule liste proeuropéenne pourrait transformer le scrutin en référendum* » (12). Liste séparée « libre » à l'horizon, donc.

Au PS, la « ligne » serait objet de tergiversations. Trois poids lourds seraient candidats à l'investiture à la tête de la liste : le Commissaire européen Pierre Moscovici, Julien Dray, un proche de Hollande, et Christian Eckert. Un choix difficile, qui doit être cohérent avec celui de la ligne.

Pour son nouveau mouvement « Génération.s », Benoist Hamon a prévu de se prononcer en automne.

Au RN (ex FN), il est assuré que Marine Le Pen ne sera pas tête de liste. Au début septembre, c'était l'intellectuel et homme

d'affaires Hervé Juvin qui était favori. Mais le choix de Louis Aliot ou de Nicolas Bay, coprésident du groupe ENL au PE, ne serait pas exclu.

Moins hésitants, ou plus avancés, plusieurs partis ont annoncé leurs têtes de listes : - les Verts d'EELV seront conduits par Yannick Jadot ; - le parti communiste le sera par Ian Brossat ; - à La France Insoumise (LFI) de Jean Luc Mélenchon, un tandem formé par Michel Bompard et Charlotte Girard a été désigné, et chargé de faire de l'élection un référendum anti Macron ; - Nicolas Dupont-Aignan, patron de Debout la France (DLF), a déclaré le 23 septembre qu'il serait lui-même la tête d'une liste d'union, et a tendu la main vers les « déçus » de LR et de RN.

Pour anticiper leur choix de fin mai 2019, une grande partie des électeurs n'ont donc pas encore la totalité des éléments susceptibles de les convaincre. Toutes les cartes n'ont pas encore été distribuées. Pour autant, depuis des mois, les Français ne manquent pas d'être sollicités *par les sondeurs*.

### Sondages européennes : érosion de LaREM et montée du RN... notamment

*Poll of polls* suit attentivement les sondages sur les intentions de vote aux européennes réalisés en France. Dans sa livraison du 9 septembre 2018 (13), son site nous révèle, ou nous rappelle, **qu'entre mai et août, LaREM aurait perdu 12 % des intentions de vote exprimées par nos électeurs**. En effet :

- le 11 mai 2018, d'après le sondage ViaVoice, LaREM était à son apogée avec 32 % d'intentions de vote exprimés, contre 14 % au RN, 12 % à LR et 9 % à LFI ;
- LaREM aurait ensuite décliné jusqu'à 23% au sondage *Ifop-Fiducial* du 27 juin, serait remontée à 26 % au sondage *Ipsos* du 2 juillet (avant l'affaire Benalla), puis rechuté à 20 % au sondage *Ifop-Fiducial* du 19 août ;
- pendant ce temps, ses adversaires auraient progressé, jusqu'à 17 % pour le RN, 15 % pour LR et 14 % pour LFI.

Plus récent, le sondage *Odoxa-DentsuConsulting*, dont les résultats ont été publiés le 13 septembre (13) montre **LaREM**, avec 21,5 % des « intentions de vote exprimées », **au coude à coude avec le RN, à 21 %**. Derrière, Les Républicains seraient à 14%, La France Insoumise à 12,5 %. Nettement plus bas se trouveraient Debout la France, à 6 %, devant les Verts, à 5 %, puis le PS de Faure à 4,5 %, Génération.s de Hamon à 4 %, l'UDI à 3 %. En dessous, cinq des 14 partis « candidats présumés » recueilleraient 1 ou 1,5 % des votes.

Cette dissémination de nombreuses candidatures serait particulièrement nuisible aux Socialistes de Benoist Hamon et à ceux d'Olivier Faure, qui ne seraient pas assurés d'atteindre le seuil de 5 % des votes et de faire élire un seul des 79 futurs députés français. Quant aux suivants, leur participation leur permettrait de participer aux débats, mais les laisserait en dehors du PE.



À ce sondage, une question complémentaire a été posée : Parmi les grands domaines suivants, quels sont ceux qui compteront dans votre vote aux élections européennes. 9 « domaines » ont été proposés à leurs choix. Les sondés ont eu droit à deux réponses. Aucune question ne porte explicitement sur « l'Europe et la construction européenne ». 11/200 des sondés ont relevé cette absence. Même « L'identité française », listée, peut intéresser des Corses, des Basques, des Calédoniens... mais en quoi peut-elle concerner les Français dans l'UE ? Parlons plutôt de « souveraineté » pour poser réellement une question actuelle de l'UE. En quoi le pouvoir d'achat, le chômage, la santé, l'éducation et la fiscalité sont-ils des problèmes « européens » en France ? Ces critiques étant faites, il n'est pas surprenant de voir qu'en tête des préoccupations des sondés se trouvent le pouvoir d'achat (35/200 des réponses) et l'immigration (32), suivis par la sécurité et la lutte contre le terrorisme (27), et l'environnement (22). On pourrait s'étonner de ne trouver le chômage qu'à 14 et la fiscalité à 11. Étranges ce questionnaire et les réponses décomptées... qui laissent entendre, ou présager, que les résultats de « nos » européennes dépendront essentiellement de considérations franco-françaises.

### En difficulté, la Macronie durcit ses attaques et veut orbaniser la campagne

Présentant les résultats du sondage publiés le 13 septembre, *lefigaro.fr* a affiché « **Macron prépare un duel avec Le Pen** » (14). Un titre accrocheur ! Pourtant, ni Macron, ni Le Pen ne seront têtes de listes. Il n'y aura pas de duel, car il n'y aura pas de second tour. Cependant, il est vrai que Macron tente de « réduire » ces européennes à un affrontement entre des « progressistes réformateurs », qui se grouperaient derrière lui, contre les populistes d'extrême droite xénophobes, nationalistes nuisibles à la France et anti-européens du RN. Les autres partis de gauche ou de droite seraient « écrasés », ou « siphonnés » entre ces deux opposants. Il rêve de rejouer le second tour des présidentielles de 2017. Dans son jeu, division et braquage des Français ainsi que des Européens les uns contre les autres sont des « atouts » maîtres. Pour nous en convaincre, « **Castaner s'en prend à Salvini, Orban, Le Pen et Wauquiez, les "pyromanes de l'Europe"** » a-t-on encore pu lire le 27 septembre (3). Le 26, clamant « Contrairement à eux, je n'ai pas l'Europe honteuse », il les a attaqués violemment devant des militants LaREM en les qualifiant d' « **ennemis de l'Europe** » et d' « **ennemis des peuples d'Europe** ». Invectiver, diaboliser encore et encore ! Si les oppositions usent du même ton et d'arguments de la même qualité, la campagne risque de virer au pugilat et de dégouter la majorité des Français, qui se déplaisent déjà de plus en plus dans ce « nouveau monde ». Est-ce le but recherché ?

### Les résultats de la politique de Macron et leur perception seront décisifs

Les résultats de la politique de Macron et la cote de popularité qui les accompagnent ont un impact presque immédiat sur les

scores de LaREM dans les sondages sur les intentions de vote aux européennes.

En ce qui concerne la popularité, Macron totalisait **64 %** d'opinions favorables en juin 2017 (15). Au début de mai 2018, il en avait perdu 21 % et bénéficiait encore de **43 %** d'opinions favorables. Son image de président des riches était ancrée. Cependant, 40 % des sondés se disaient prêts à attendre pour juger (16). Cette patience était présentée comme une victoire dans son camp et par certains médias. De courte durée !

En septembre 2018, « le chef de l'Etat chute à **29 %** d'opinions positives... 70 % des Français se disent mécontents de son action ». Edouard Philippe, lui est descendu à **34 %** d'opinions favorables (15).

Un autre sondage de septembre (17) fait État d'un « **bilan négatif** » d'Emmanuel Macron « **pour 60 % des Français** ». Seulement **19 %** trouvent le bilan positif. C'est l'impatience qui domine, devant l'absence de résultats. Le non-respect de ses engagements de campagne est aussi une cause de son recul, avec le renforcement de son image de président des riches. **Seulement 21 % des Français l'estiment capable de rassembler les Français**. J'ai indiqué dans le préambule les attentes principales en France... qui lui demanderaient de redresser la barre. Mais, il ne cesse d'affirmer qu'il n'est pas question de changer de cap. Quand on « réforme », on serait « forcément impopulaire ». Aucune importance, donc. Sauf que, dans la plupart des cas, c'est parce que les réformes en question ne sont pas bonnes qu'elles sont impopulaires... et qu'elles affaiblissent plus ou moins vite le Pouvoir.

Encore un souci ? « **Les patrons doutent de plus en plus de Macron** », selon un sondage *OpinionWay* publié le 27 septembre (18). C'est la dégringolade depuis l'enquête de juillet. Pas plus de **36 %** des patrons ont maintenant une opinion favorable sur l'action de Macron. Malgré les cadeaux. Leur enthousiasme aurait été « douché » par la réforme sur la formation et l'apprentissage, ainsi que par la « probable » instauration d'un bonus-malus sur les contrats courts. Il ne resterait que 46% des patrons à considérer que le gouvernement donne la priorité à la flexibilité qu'il a promise. Et, « plus inquiétant pour l'exécutif », 88 % des patrons affirment ne pas connaître le contenu de la loi Pacte, un monument de 244 pages, bourré de bienfaits pour les entreprises (paraît-il), qui se discute actuellement à l'Assemblée nationale. Comme quoi un excès de réformes désordonnées et précipitées, visiblement mal expliquées, de surcroit, peut donner le tournis, même aux têtes bien faites des patrons. Pas surprenant, surtout avec une « com » vouée essentiellement à la propagande.

Juste un mot sur le prélèvement à la source (PALS), que les patrons accepteraient sans trop réchigner. D'après une étude de *YouGov* (19), 49 % des Français estiment qu'ils sont mal informés sur les modalités pratiques et les enjeux du passage au PALS, et six sur dix pensent que les entreprises sont insuffisamment préparées. 45 % des Français craignent des bugs lors de sa mise en application le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ces craintes sont tout à fait justifiées.



À noter que les « réformes » et autres mesures ont porté atteinte aux pouvoirs d'achat. « **Et pendant ce temps, le chômage montait, montait** », a titré un article sur contrepoints.org le 29 septembre (20). Le nombre de chômeurs de catégories A, B et C vient de battre un record historique avec **5,66 millions** de demandeurs d'emplois inscrits. Soit 100 000 de plus qu'au lendemain de l'élection présidentielle de 2017... dont 60 000 personnes de plus de 50 ans. Leur nombre atteint 1,4 million. L'accélération de la révolution numérique n'y serait pas pour rien. On peut donc être presque assurés que la campagne des européennes 2019 ne sera ni exclusivement « européenne », ni très sereine et apaisée. Constructive, malgré tout ?

#### PS : dernière minute

**Paniqué, Macron essaie de retourner sa veste.** Cela ressort de l'article du 30 septembre sur *lefigao.fr* intitulé « *Européennes : Macron va s'impliquer* » (21). « **C'est un combat de civilisation, un combat historique, et je ne céderai rien aux extrêmes** », dit-il.

« **Je crois au retour des peuples. Je ne suis pas un européen, ni un mondialiste. Je crois à l'identité forte de chaque peuple, je crois à l'histoire et à l'ambition de notre peuple. Je veux le convaincre que l'Europe, c'est ce qui l'accompagne, le protège. Je suis là pour tourner la page d'une Europe ultralibérale, mais aussi pour éviter la page d'une Europe des nationalismes. L'Europe, c'est notre protection. Encore faut-il la repenser et la rebâtir** ». Avec ce revirement opportuniste, ce changement de cap motivé par son isolement, il porte un coup sévère, sinon fatal, à sa sincérité présumée et à sa crédibilité. Que peuvent croire les Européens **après ses discours enflammés pour plus d'Europe** ? Caricaturé en Pinocchio avec le nez qui s'allonge ? Il va provoquer l'incompréhension, la colère et/ou les lazzis de ceux qui n'oublient pas ses prêches pour un « **multilatéralisme international fort** », **un budget européen beaucoup plus ambitieux, une zone euro plus intégrée** dotée d'un budget propre, « **une Europe à plusieurs vitesses** », ainsi que contre ceux qui « **s'opposent à la souveraineté européenne** ». Ils observeront son ambition, sans doute plus que celle de « *notre peuple* ». ■

#### Sources et références

- (1) « *Vers une nouvelle composition du Parlement européen en 2019* », *occitanie-europe-eu/vers...*, le 15/02/2018.
- (2) *europarl.eu/meps/fr/crosstable.html*, juillet 2018.
  - + *europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/election-re...*, le 01/07 2014.
  - + *fr.wikipedia.org/wiki/Groupe-politique-du-parlement...*, 2018.
  - + *fr.wikipedia.org/wiki/Liste\_des\_deputes\_europeens\_de\_France\_de\_la\_8<sup>e</sup>\_legislature*, 2018.
- (3) « *Castaner s'en prend à Salvini, Orban, Le Pen et Wauquiez, les "pyromanes de l'Europe"* », *lefigaro.fr/politique/2018/09/26/01002...*
- (4) *intérieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats-des-elections-européennes-2014*.
- (5) *robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/04612-europe-2050-suicide-demographique* le 12/02/2018.
- (6) *lemonde.fr/europe/article/2018/09/21/union-europeenne...*
- (7) *Poll of polls-European*, Union-EU Parliament, 30 09 2018-html.
- (8) *liberation.fr/direct/element/grande-marche...* le 04/06/2018.
- (9) *actu.orange.fr/France/en-pre-campagne-pour-les-europeennes-macron-recoit-merkel*, le 07/09/2018.
- (10) *lemonde.fr/europe/article/2018/09/06/infographie-les-allies-de-macron-et-d-orban-en-europe*.
- (11) *lemonde.fr/europe/article/2018/05/07/en-scandinavie-le-malentendu...*
- (12) *lopinion.fr/edition/politique/jean-christophe-lagarde...*, le 07/06/2018.
- (13) *lefigaro.fr/politique/2018/09/13/01002-20180913...*
- (14) *pollofpolls.eu/FR/53/european-parliament-election-2019-in-france* le 09/09/2018
- (15) *lefigaro.fr/politique/2018/09/26/01002-20180926A...*
- (16) « *Popularité : Macron poursuit sa chute dans les sondages* », *actu.orange.fr/politique/popularite-emmanuel...*, le 23/09/2018.
- (17) « *Emmanuel Macron a perdu 20 points de popularité en un an...* », *rtl.fr/actu/politique/emmanuel...*, le 04/05/2018.
- (18) « *Emmanuel Macron : un bilan négatif pour 60 % des Français* », *lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/09/16/25001...*
- (19) « *Prélèvement à la source : près de la moitié des Français craignent des bugs en janvier* », *lefigaro.fr/conjoncture/2018/09/27/2002...*
- (20) *contrepoints.org/2018/09/29/326293-et-pendant...*
- (21) *lefigaro.fr/flash-actu/2018/09/30/97001...*